

Lectures

Jacques Delors et Michel Dollé **Investir dans le social**

Odile Jacob, avril 2009. 284 pages, 23 euros

Comment réformer l'État-providence ? Comment rendre notre société plus juste et solidaire ? En s'appuyant sur les théories de la justice d'Amartya Sen et John Rawls et les travaux réalisés dans le cadre du Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC) depuis une dizaine d'années, Jacques Delors et Michel Dollé proposent d'instaurer un État d'investissement social pour s'attaquer directement aux racines même des inégalités et permettre à chacun de trouver sa place dans la société.

Passer d'une simple logique de dépense à une logique d'investissement, c'est changer totalement l'imaginaire du social, encore mal dégagé d'une vision caritative de la redistribution, pour faire prévaloir un modèle beaucoup plus dynamique, celui de la création de valeur. Un modèle qui prêtera moins le flanc aux sempiternelles critiques sur l'État dépensier et le « coût » du modèle social, révélant et développant au contraire les vertus dynamisantes d'une réelle égalité des possibles.

Pour les auteurs, c'est logiquement dès l'enfance qu'il faut agir pour rendre effective cette égalité. Pour eux, la politique familiale devrait s'adresser prioritairement aux plus pauvres et aux familles monoparentales. Surtout, la clé de la réforme de l'État-providence passe par une réorganisation en profondeur du système éducatif, de la création d'un service public de la petite enfance à la priorité financière accordée à l'école primaire et au collège et au renouvellement des méthodes d'enseignement qui devraient aider chaque enfant à s'épanouir. À la sortie du système éducatif, la formation permanente, qui profite presque systématiquement aux plus diplômés, devrait aussi être revue de fond en comble.

Les auteurs passent également en revue dans ce livre quelques grandes réformes emblématiques des deux premières années du quinquennat de Nicolas Sarkozy.

Pour mieux traiter le douloureux problème du chômage endémique, les auteurs préconisent par exemple

l'instauration d'un service public de l'emploi qui permettrait, selon les principes d'une vraie solidarité, de s'occuper aussi des 900 000 demandeurs d'emploi qui ne reçoivent actuellement aucune allocation chômage.

Les différentes réformes du traitement du chômage durant l'année 2008 (création de Pôle emploi et fusion de l'ANPE et des Assedic en février, loi précisant les droits et devoirs de demandeurs d'emploi en août, instauration du RSA, renégociation de la convention d'assurance-chômage durant le dernier trimestre) sont à cet égard très décevantes car l'essentiel n'a pas été accompli : le champ de l'assurance-chômage n'a pas été généralisé, plus du quart de l'emploi français ne participe encore que marginalement au financement

de l'indemnisation du chômage, la composante « contributive » de l'assurance-chômage n'a pas été réduite, le RSA ne pousse pas suffisamment au retour à l'emploi et les responsabilités ainsi que la prise de décision sont beaucoup trop éparpillées entre les niveaux national, régional, départemental et les partenaires sociaux pour être efficaces.

La crise, qui en une seule année, a fait passer du primat de l'individu et du marché à un appel au recours de l'Etat régulateur et protecteur, donne toute sa dimension à ce livre politique, presque programmatique, qui propose en investissant dans le social de vraies solutions alternatives pour construire une société plus solidaire.

Caroline Werkoff

Sous la direction d'Aline Conchon et Marie-Noëlle Auberge **Les administrateurs salariés et la gouvernance d'entreprise**

La Documentation française, 2009. 188 pages, 14,5 euros

Il y a deux ans, Marie-Noëlle Auberge publiait avec Jean-Paul Bouchet un *Guide de l'administrateur salarié* (Cadres CFDT hors série n°424 bis, disponible sur simple demande), qui constituait la mise en forme d'un retour d'expérience, à partir des témoignages d'une trentaine d'administrateurs salariés CFDT. Poussant plus avant ce travail, l'ancienne secrétaire nationale de la CFDT Cadres publie cette fois-ci avec la jeune chercheuse Aline

Conchon un ensemble d'articles tentant de cerner ce champ d'un point de vue plus académique – même si quelques consultants et acteurs de terrain ont été associés aux chercheurs.

Le résultat est passionnant, sur un sujet encore mal connu mais dont l'importance est sans doute stratégique pour le syndicalisme, dans un contexte où la gouvernance d'entreprise est redevenue un objet de débat et où les organisations syndicales